



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2022-0248
du 29 JUIN 2022

**portant mise en demeure de la société ODELOT RECYCLAGE
exploitant un centre de véhicules hors d'usage (VHU)
sur le territoire de la commune de CHÉU**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'agrément délivrés le 13 janvier 2014 à la société ODELOT RECYCLAGE pour l'exploitation d'un centre de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de CHÉU, au titre des rubriques 2713-1 et 2712-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 24 mai 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 31 mai 2022 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU les observations sur le projet d'arrêté susvisé transmises par l'exploitant le 10 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé dispose que :

« Afin de limiter l'impact visuel provoqué par le stockage des véhicules hors d'usage et de ne pas générer de risque supplémentaire, le stockage des véhicules est limité à une seule hauteur sur l'ensemble des installations. Le stockage sur plusieurs hauteurs de véhicules est toléré au cours des opérations de gerbage et d'expédition des véhicules.

La hauteur de stockage des métaux est limitée à trois mètres. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé dispose que :

« (...) Les pneumatiques sont stockés dans un container fermé de 25 m³ à l'extérieur de l'atelier (...) » ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé dispose que :

« La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 4 piézomètres identifiés sur le plan joint en annexe et situés aux endroits suivants :

- limite de propriété Nord (PZ1),
- limite de propriété Est (PZ2),
- limite de propriété Sud (PZ3),
- limite de propriété Ouest (PZ4).

Les mesures comparatives sont réalisées sur les paramètres et selon la fréquence minimale suivants par un organisme ou une personne qualifiée :

PH, température, métaux (• Aluminium • Arsenic • Cadmium • Chrome • Cuivre • Fer • Mercure • Nickel • Plomb • Zinc), hydrocarbures, HAP sont contrôlés à une fréquence trimestrielle. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 17 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions précitées :

- certains stockages de métaux dépassent toujours 3 m de hauteur ;
- des pneumatiques, présents en grande quantité sont toujours à même le sol en dehors du container dédié et pour certains en bordure de site induisant un risque incendie d'autant plus d'important que les ressources en eaux d'extinction sont insuffisantes ;
- les piézomètres PZ2 et PZ4 ne sont pas opérationnels et l'exploitant ne réalise pas un suivi dans la durée des différents composants présents dans les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ODELOT RECYCLAGE de respecter les prescriptions des articles 2.3.2, 5.1.9 et 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

Article 1 - Objet

La société ODELOT RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à SAINT-FLORENTIN, est mise en demeure de respecter, pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit « Le Contour des Fontaines » sur le territoire de la commune de CHÉU :

- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé.
- **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé.
- **dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

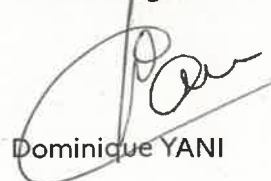
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société ODELOT RECYCLAGE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de CHÉU
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le

29 JUIN 2022

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Dominique YANI

Voies et délais de recours :

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

